

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'audiovisuel dans ses attributions;
Vu la délibération du Gouvernement en date du 12 janvier 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur, ci-annexé, du Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, est approuvé.

Art. 2. La Ministre-Présidente ayant l'audiovisuel dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 12 janvier 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU COLLEGE D'AUTORISATION ET DE CONTROLE DU C.S.A

Règles de fonctionnement interne :

Article 1^{er}. Le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel préside de droit tous les collèges.

En cas d'empêchement du président, celui-ci est remplacé par le premier vice-président ou à défaut par le deuxième ou, à défaut, par le troisième vice-président.

Art. 2. Le bureau et les collèges se réunissent sur convocation du président.

La convocation doit être adressée au moins 24 heures à l'avance pour les réunions du bureau et 5 jours ouvrables à l'avance pour les réunions des collèges. Pendant les mois de juillet et d'août, ce délai est porté, pour les collèges, à 8 jours ouvrables. L'assemblée plénière est convoquée par le bureau ou à la demande du ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions; elle est réunie dans un délai maximum de 30 jours.

La convocation est expédiée par lettre, télécopie, ou tout autre moyen de transmission que le membre concerné déclare accepter.

La convocation à l'un des collèges est de droit à la demande d'un tiers des membres de chacun des collèges. Cette demande est adressée au président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui réunit le collège concerné dans un délai maximum de 15 jours ouvrables.

La convocation contient l'ordre du jour et les documents nécessaires aux délibérations et décisions. Toutefois, le bureau, les collèges et l'assemblée plénière peuvent accepter la remise des documents en séance.

Art. 3. Chaque membre peut proposer au président d'inscrire un ou plusieurs points à l'ordre du jour. Il en fait la demande au président préalablement et lui communique à cet effet tous les éléments d'information et les documents dont il dispose.

La demande par un tiers des membres de convoquer une réunion des collèges contient une proposition d'ordre du jour.

L'ordre du jour est adopté à la majorité des membres présents ou représentés pour autant que le quorum de présence soit acquis.

Art. 4. Les membres suppléants des collèges d'avis et de publicité reçoivent communication des documents au même titre que les membres effectifs.

Les membres suppléants des collèges d'avis et de la publicité pourront, à leur demande ou à l'invitation du bureau, assister aux réunions.

Art. 5. Si le quorum de présence prévu pour les collèges d'avis et de publicité à l'article 5 du décret n'est pas atteint, le collège concerné est convoqué à nouveau dans un délai minimum de 5 jours ouvrables et dans un délai maximum de 30 jours, avec le même ordre du jour. Il peut, dans ce cas, délibérer valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 6. Le bureau délibère valablement lorsque trois de ses membres sont présents. Toutefois, deux des membres au plus peuvent déléguer, par écrit, leur vote à un autre membre du bureau. Un membre ne peut détenir plus d'une délégation. En cas de parité des votes, la voix du président est prépondérante.

Les décisions et avis des collèges et de l'assemblée plénière sont pris à la majorité des membres présents. En cas de parité des votes, la voix du président est prépondérante.

Les votes ont lieu à main levée. Toutefois, le bureau peut décider, à la demande du président, que les votes se déroulent au scrutin secret. Les collèges et l'assemblée plénière peuvent décider, à la majorité, de voter au scrutin secret.

Art. 7. Les procès-verbaux des réunions du bureau, des trois collèges et de l'assemblée plénière sont établis par le secrétaire.

Le procès-verbal contient le nom des membres présents, les délégations de voix éventuelles, l'ordre du jour tel qu'arrêté au début de la réunion, les décisions prises et les avis rendus et, le cas échéant, les opinions divergentes, les notes de minorité et les reports de points. En outre, tout procès-verbal des réunions du collège d'avis et du collège de la publicité contient un résumé succinct des délibérations et la relation synthétique des interventions dont les membres demandent qu'elles figurent au procès-verbal.

Les procès-verbaux sont transmis à l'organe concerné pour approbation au début de la séance suivante.

Après leur approbation par le bureau, l'assemblée plénière ou le collège concerné, ils sont signés par le président et le secrétaire.

Ils sont répertoriés et conservés dans des registres distincts par instance.

Art. 8. Le bureau, les collèges et l'assemblée plénière peuvent décider de créer des groupes de travail, dont ils fixent la composition et le mode de fonctionnement, et notamment le délai dans lequel ces groupes doivent conclure leurs travaux.

Le bureau transmet au collège compétent les résultats des travaux de ces groupes.

Les collèges, notamment au travers des groupes de travail, procèdent aux consultations et aux auditions publiques qui leur paraissent utiles.

Le bureau peut faire appel à des services extérieurs ou à des experts. Il fixe leurs missions et le délai dans lequel ils doivent conclure leurs travaux.

Pour les travaux des collèges et de l'assemblée plénière, le président peut charger un membre du bureau avec, le cas échéant, un membre de l'organe concerné d'élaborer, en association avec le secrétariat et selon des modalités adoptées par l'organe concerné, un projet d'avis ou de décision. Celui-ci est délibéré à la séance suivante ou immédiatement si la cause requiert célérité.

Art. 9. Les avis et les sanctions sont répertoriés et conservés dans des registres distincts par collège. Après leur approbation par les collègues, ils sont signés par le président et le secrétaire.

Art. 10. Le président, les vice-présidents, les membres des collèges, de l'assemblée plénière, du secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel et les experts désignés à ce titre sont tenus au secret pour les faits, actes et renseignements dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions, sous réserve de ce qui est nécessaire à l'établissement des actes et rapports destinés à être rendus publics.

La règle visée au présent article est une règle déontologique telle que visée à l'article 13, § 2, du décret.

Art. 11. Tout membre du bureau, du collège d'autorisation et de contrôle ou du secrétariat qui doit s'abstenir d'instruire un dossier et de participer aux débats et aux délibérations en raison d'un conflit d'intérêts au sens du décret doit le mentionner avant l'examen du point inscrit à l'ordre du jour.

Tout membre qui propose la récusation d'un autre membre du bureau, du collège d'autorisation et de contrôle ou du secrétariat, pour ces mêmes motifs doit également le mentionner avant l'examen du point inscrit à l'ordre du jour.

Le membre récusé fait part immédiatement de son acquiescement ou de son refus en motivant celui-ci. Dans ce cas, le bureau ou le collège d'autorisation et de contrôle statue à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés sur ce point.

Art. 12. Tout manquement aux règles de la déontologie et aux obligations visées à l'article 3 du décret à l'exception du § 1^{er}, 2°, dans le chef d'un membre fait l'objet d'un examen au sein du bureau ou du collège dont il fait partie. Le membre concerné est entendu dans le respect des droits de la défense. Si le bureau ou le collège estime qu'il y a lieu à révocation, le président en informe le gouvernement sans délai.

Tout manquement aux règles de la déontologie et aux obligations visées à l'article 3 du décret à l'exception du § 1^{er}, 2°, dans le chef d'un membre du secrétariat fait l'objet d'un examen au sein du bureau. Le membre du secrétariat est entendu par le bureau, dans le respect des droits de la défense. Si le bureau estime qu'il y a lieu à révocation, le président en informe le gouvernement sans délai.

Toute incompatibilité dans le chef des président, vice-présidents, des membres ou des membres du secrétariat est constatée par l'assemblée plénière. Ils disposent d'un mois pour se démettre des mandats et fonctions controversées.

Publicité et information :

Art. 13. Les collèges et leurs membres sont tenus régulièrement informés, par le bureau, des travaux et des décisions des autres collèges.

Art. 14. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière de motivation et de publicité des actes administratifs, les avis et décisions des collèges en ce compris les opinions divergentes ou minoritaires, sont mis à la disposition du public par les moyens appropriés. Lesdits avis et décisions, en ce compris les opinions divergentes ou minoritaires, sont publiés intégralement dans le rapport d'activités annuel du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Art. 15. Un bulletin d'information trimestriel destiné au public est publié sous la responsabilité du secrétaire. Il présente les activités du CSA.

L'utilisation d'autres moyens de communication peut être décidée par le bureau.

Art. 16. Le président, ou toute personne à qui le bureau donne délégation, est le représentant du Conseil supérieur de l'audiovisuel vers l'extérieur.

Art. 17. Toute question relative à l'interprétation du présent règlement d'ordre intérieur sera soumise séance tenante à l'appréciation de l'organe concerné ou, en cas d'urgence, du bureau qui se prononcera à titre provisoire et soumettra ladite question à la plus prochaine réunion de l'organe concerné qui statuera sans effet rétroactif.

Adopté par le Bureau en date du 18 décembre 1997.

VERTALING

N. 98 — 1874

[S - C - 98/29228]

12 JANUARI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het College voor vergunning en controle van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 betreffende de « Conseil supérieur de l'audiovisuel » (Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap van België) en de private diensten voor klankradio-omroep, inzonderheid op artikel 13;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 12 januari 1998,

Besluit :

Artikel 1. Het hierbijgevoegd huishoudelijk reglement van het College voor vergunning en controle van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap wordt goedgekeurd.

Art. 2. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 12 januari 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX

HUISHOUDELIJK REGLEMENT VAN HET COLLEGE VOOR VERGUNNING EN CONTROLE
VAN DE HOGE RAAD VOOR DE AUDIOVISUELE SECTOR VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

Regels voor de interne werking :

Artikel 1. De voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector is van rechtswege voorzitter van alle colleges. Is de voorzitter verhinderd, dan wordt hij vervangen door de eerste ondervoorzitter of, bij diens afwezigheid, door de tweede of, bij diens afwezigheid, door de derde ondervoorzitter.

Art. 2. Het bureau en de colleges worden door de voorzitter bijeengeroepen. De oproeping dient minstens 24 uur op voorhand, voor de vergaderingen van het bureau, en 5 werkdagen op voorhand, voor de vergaderingen van de colleges, gezonden te worden. Gedurende de maanden juli en augustus wordt deze termijn op 8 werkdagen gebracht, voor de colleges. De voltallige vergadering wordt bijeengeroepen door het bureau of op aanvraag van de minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort; ze komt bijeen binnen een maximale termijn van 30 dagen.

De oproeping wordt per brief, telekopie, of elk ander verzendingsmiddel gezonden, dat door het lid wordt aanvaard. Eén van de colleges wordt van rechtswege bijeengeroepen op aanvraag van één derde van de leden van ieder college. Deze aanvraag wordt aan de voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap gestuurd, die het betrokken college laat vergaderen binnen een maximale termijn van 15 werkdagen.

De oproeping gaat vergezeld van de agenda en de documenten die nodig zijn voor de beraadslagingen en de beslissingen. Niettemin mogen het bureau, de colleges en de voltallige vergadering het overhandigen van de documenten tijdens de zitting aanvaarden.

Art. 3. Elk lid kan aan de voorzitter voorstellen één of meer punten op de agenda te plaatsen. Hij vraagt het op voorhand aan de voorzitter en deelt hem te dien einde alle nodige informatie en documenten waarover hij beschikt mede.

De aanvraag van één derde van de leden om een vergadering bijeen te roepen van de colleges gaat vergezeld van een voorstel van agenda.

De agenda wordt goedgekeurd bij een meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden, voor zover het aanwezigheidsquorum bereikt is.

Art. 4. De plaatsvervangende leden van de colleges voor advies en reclame krijgen een afschrift van de documenten evenals de werkende leden. De plaatsvervangende leden van de colleges voor advies en reclame kunnen, op eigen aanvraag of op uitnodiging van het bureau, de vergaderingen bijwonen.

Art. 5. Indien het aanwezigheidsquorum bepaald voor de colleges voor advies en reclame in artikel 5 niet bereikt is, wordt het betrokken college opnieuw bijeengeroepen binnen een minimumtermijn van 5 werkdagen en binnen een maximumtermijn van 3 dagen, met dezelfde agenda. Het kan, in dat geval, geldig beraadslagen en beslissen wat ook het aantal aanwezige leden zij.

Art. 6. Het bureau beraadslaagt en beslist geldig wanneer drie onder zijn leden aanwezig zijn. Niettemin mogen slechts hoogstens twee van de leden hun stem schriftelijk delegeren aan een ander lid van het bureau. Een lid kan enkel één delegatie hebben. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

De beslissingen en adviezen van de colleges en van de voltallige vergaderingen worden bij de meerderheid van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

De stemmingen gebeuren met handopsteken. Niettemin, op aanvraag van de voorzitter, kan het bureau beslissen dat de stemmingen geheim blijven. De colleges en de voltallige vergadering kunnen, bij meerderheid, beslissen dat er bij geheime stemming gestemd wordt.

Art. 7. De notulen van de vergaderingen van het bureau, van de drie colleges en van de voltallige vergadering worden door de secretaris opgesteld.

De notulen bevatten de naam van de aanwezige leden, de mogelijke stemdelegaties, de agenda zoals vastgelegd op het begin van de vergadering, de genomen beslissingen en de uitgebrachte adviezen en, desgevallend, de afwijkende opinies, de minderheidsnota's en de puntenoverdrachten. Bovendien bevatten alle notulen van de vergaderingen van de colleges voor advies en reclame een beknopte samenvatting van de beraadslagingen en het synthetisch relaas van de opmerkingen waarvoor de leden vragen dat ze in de notulen voorkomen.

De notulen worden naar het betrokken orgaan ter goedkeuring overgezonden op het begin van de volgende zitting.

Na hun goedkeuring door het bureau, de voltallige vergadering of het betrokken college, worden ze ondertekend door de voorzitter en de secretaris.

Ze worden in afzonderlijke registers voor ieder orgaan opgenomen en behouden.

Art. 8. Het bureau, de colleges en de voltallige vergadering kunnen beslissen werkgroepen in te stellen, waarvan zij de samenstelling en de nadere regels van werking bepalen, en inzonderheid de termijn waarbinnen deze groepen hun werk moeten afsluiten. Het bureau zendt naar het bevoegd college de uitslag van de activiteiten van deze groepen.

De colleges, inzonderheid dankzij de werkgroepen, richten de door hen nuttig geachte raadplegingen en hoorzittingen in. Het bureau kan een beroep doen op buitendiensten of deskundigen. Het stelt hun opdrachten vast en de termijn voor het afsluiten van hun activiteiten.

Voor de activiteiten van de colleges en de voltallige vergadering kan de voorzitter een lid van het bureau, desnoods samen, met een lid van het betrokken orgaan, belasten met het opstellen, in samenwerking met het secretariaat en volgens de nadere regels aangenomen door het betrokken orgaan, van een ontwerp van advies of beslissing. Over dit laatste wordt beraadslaagd tijdens de daaropvolgende vergadering of onmiddellijk als de zaak dringend dient te worden afgehandeld.

Art. 9. De adviezen en de goedkeuringen worden in afzonderlijke registers voor ieder orgaan opgenomen en behouden.

Na hun goedkeuring door de colleges, worden ze door de voorzitter en de secretaris ondertekend.

Art. 10. De voorzitter, de ondervoorzitters, de leden van de colleges van de voltallige vergadering, van het secretariaat van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap en de daartoe aangewezen deskundigen zijn tot geheimhouding verplicht omtrent de feiten, handelingen en inlichtingen waarvan zij kennis hebben vanwege hun ambten, op voorbehoud van wat nodig is voor het opstellen van akten en verslagen die bekendgemaakt dienen te worden.

De regel bedoeld bij dit artikel is een deontologische regel zoals bedoeld bij artikel 13, § 2, van het decreet.

Art. 11. Elk lid van het bureau, van het college voor vergunning en controle of van het secretariaat, dat een dossier niet mag onderzoeken en aan de discussies en beraadslagingen niet mag deelnemen omdat er een belangenconflict bestaat in de zin van het decreet dient dit te melden voor het onderzoek van het op de agenda ingeschreven punt.

Elk lid dat de wraking van een ander lid van het bureau, van het college voor vergunning en voor controle, of van het secretariaat voorstelt, moet, om dezelfde redenen, dit ook vermelden voor het onderzoek van het op de agenda ingeschreven punt.

Het gewraakte lid deelt onmiddellijk zijn instemming of weigering mede en kleedt het met redenen om. In dat geval beslist het bureau of het college voor vergunning en voor controle bij een tweederde meerderheid van de aanwezige of op dit punt vertegenwoordigde leden.

Art. 12. Iedere afbreuk op de deontologische regels en verplichtingen bedoeld bij artikel 3 van het decreet, met uitzondering van § 1, 2°, van een lid dient binnen het bureau of het college waarvan hij lid is, onderzocht te worden. Het betrokken lid wordt gehoord met inachtneming van de rechten van de verdediging. Indien het bureau of het college meent dat er tot wraking dient te worden overgegaan, licht de voorzitter er de Regering zonder verwijl over in.

Iedere afbreuk op de deontologische regels en verplichtingen bedoeld bij artikel 3 van het decreet, met uitzondering van § 1, 2°, van een lid van het secretariaat dient binnen het bureau waarvan hij lid is, onderzocht te worden. Het lid van het secretariaat wordt gehoord met inachtneming van de rechten van de verdediging. Indien het bureau meent dat er tot wraking dient te worden overgegaan, licht de voorzitter er de Regering zonder verwijl over in.

Iedere onverenigbaarheid vanwege de voorzitter, ondervoorzitters, leden of leden van het secretariaat wordt door de voltallige vergadering vastgesteld. Zij beschikken over een maand om ontslag te nemen van de omstreden mandaten en ambten.

Openbaarheid en informatie :

Art. 13. De colleges en de leden dienen regelmatig ingelicht te worden door het bureau over de activiteiten en de beslissingen van de andere colleges.

Art. 14. Onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake motivering en openbaarheid van bestuurshandelingen, worden de adviezen en beslissingen van de colleges, met inbegrip van de afwijkende of minoritaire meningen, ter beschikking gesteld van het publiek door middel van de aangepaste middelen. Deze adviezen en beslissingen, met inbegrip van de afwijkende en minoritaire meningen, worden integraal bekendgemaakt in het jaarlijks activiteitenverslag van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap.

Art. 15. Er wordt een driemaandijks informatiebulletin voor het publiek bekendgemaakt onder de verantwoordelijkheid van de secretaris. Het stelt de activiteiten van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap voor.

Het bureau kan beslissen tot het aanwenden van andere communicatiemiddelen.

Art. 16. De voorzitter, of iedere persoon die een delegatie krijgt van het bureau, is de vertegenwoordiger van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap.

Art. 17. Iedere vraag met betrekking tot de interpretatie van dit huishoudelijk reglement zal onmiddellijk voorgelegd worden ter beoordeling van het betrokken orgaan of, in spoedgeval, van het bureau, dat zich voorlopig zal uitspreken en dat het probleem zal voorleggen voor de volgende vergadering van het betrokken orgaan dat zonder terugwerkende kracht zal beslissen.

Goedgekeurd door het Bureau op 18 december 1997.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 98 — 1875

[C - 98/31323]

25 JUNI 1998. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarbij het Brussels Instituut voor Milieubeheer gemachtigd wordt om 10 contractuele personeelsleden in dienst te nemen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften bij het « Toezicht van de Parken »

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de Rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 mei 1995 tot regeling van de administratieve en geldelijke situatie van de contractuelen van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het Brussels Instituut voor Milieubeheer belast is met het beheer van tal van parken in het Brussels Gewest;

Overwegende dat tijdens de zomerperiode de parken in het Brussels Gewest veel vaker dan anders bezocht worden enerzijds door Brusselselaars en anderszijds door toeristen en dat tijdens dat seizoen de openingsuren van deze parken bovendien worden uitgebreid;

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 98 — 1875

[C - 98/31323]

25 JUIN 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale autorisant l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement à engager 10 membres du personnel contractuel en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel au « Gardiennage de Parcs »

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 40;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 mai 1995 réglant la situation administrative et pécuniaire des contractuels des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement est en charge de la gestion de nombreux parcs de la Région bruxelloise;

Considérant que l'été est une période de fréquentation accrue des parcs de la Région bruxelloise par les Bruxellois d'une part et les touristes d'autre part; que par ailleurs, les heures d'ouvertures desdits parcs sont étendues durant cette saison;